



## **RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS AUX INTÉRESSÉS À SOUMISSIONNER - PARTICULARITÉS - AM007036**

Dans le cadre du présent appel de propositions, les clauses suivantes remplacent les clauses correspondantes ou s'ajoutent au cahier « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner – Généralités » disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec à l'adresse suivante :  
<https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/documents/renseignements-clauses.html>.

### **TABLE DES MATIÈRES**

RÈGLES DE SANTÉ ET SÉCURITÉ (COVID-19) .....	3
SIGNATURE DE LA PROPOSITION .....	3
TRANSMISSION DE LA PROPOSITION .....	3
TRANSMISSION GARANTIE DE SOUMISSION .....	4
SÉANCE D'INFORMATION - FACULTATIVE .....	5
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS .....	5
CARACTÈRES DES PRIX POUR CONTRAT À TARIFS HORAIRES .....	6
Dispositions générales .....	6
Caractères des coûts de main-d'œuvre, de la majoration et des tarifs de matériel .....	6
Coûts horaires de main-d'œuvre .....	6
Majoration .....	6
Tarifs du matériel .....	6
Modalités de paiement .....	6
PROPOSITION DE VARIANTES .....	7
PARTICULARITÉS - ATTRIBUTION DE CONTRAT SANS ENGAGEMENT MONÉTAIRE .....	7
PARTICULARITÉS - ATTRIBUTION PARTIELLE (PLUSIEURS OFFRES OU POSTES) .....	8
ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ENVIRONNEMENTALE .....	8
Assurance responsabilité civile environnementale .....	8
ASSURANCE QUALITÉ .....	8
SOUS-TRAITANCE .....	9
VALEUR DE LA GARANTIE D'EXÉCUTION DE CONTRAT ET DE PAIEMENT* .....	9
ATTRIBUTION DU CONTRAT .....	9
RAPPORTS D'ÉVALUATION DES QUESTIONNAIRES SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD) .....	10
RAPPORT D'ÉVALUATION DU QUESTIONNAIRE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) - ADMISSIBILITÉ .....	11
APPLICATION D'UNE MARGE PRÉFÉRENTIELLE (SST et DD) .....	13
DROIT DE VÉRIFICATION DES RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD) .....	13



MAINTIEN DES CONDITIONS DÉCLARÉES AUX RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ  
AU TRAVAIL (SST) et DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).....13



---

## RÈGLES DE SANTÉ ET SÉCURITÉ (COVID-19)

---

En matière de santé et sécurité, le fournisseur a l'obligation d'adopter et de respecter toutes les mesures prescrites ou recommandées par les autorités compétentes, incluant celles en lien avec la pandémie de la Covid-19 qui sont nécessaires afin de protéger les personnes impliquées dans la réalisation du contrat.

Par ailleurs, si le fournisseur doit réaliser des travaux ou fournir des services dans les établissements ou sur les chantiers d'Hydro-Québec, il a l'obligation de consulter le site suivant afin de tenir compte des mesures supplémentaires propres aux établissements ou aux chantiers d'Hydro-Québec qui pourraient s'imposer à lui avant le dépôt de toute proposition : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/covid-19.html>. S'il y a des différences ou écarts entre les mesures énoncées sur le site mentionné ci-avant et celles prescrites ou recommandées par les autorités publiques compétentes, les mesures les plus exigeantes prévalent et s'appliquent.

Il est de la responsabilité du fournisseur de s'informer auprès des autorités publiques compétentes des mesures prescrites ou recommandées, de consulter le site Internet d'Hydro-Québec indiqué ci-dessus et de s'assurer d'en tenir compte dans sa proposition, en particulier dans l'établissement du prix de sa proposition.

Dans l'éventualité où de nouvelles mesures de protection sanitaire, découlant directement de la pandémie de la COVID-19, sont imposées ou rendues obligatoires en cours d'exécution du contrat alors qu'elles étaient inexistantes au moment du dépôt de la proposition du fournisseur, Hydro-Québec accepte de rémunérer, seulement et uniquement, les coûts directs découlant de ces mesures additionnelles de protection sanitaire nécessaires dans les chantiers ou les installations d'Hydro-Québec, à l'exclusion de tout coût direct de main-d'œuvre additionnelle, et ce, sous réserve d'une démonstration de ces coûts directs ainsi que de l'ensemble des pièces justificatives au soutien.

---

## SIGNATURE DE LA PROPOSITION

---

En cliquant sur le bouton « SOUMETTRE MA RÉPONSE », le fournisseur reconnaît avoir pris connaissance des documents d'appel de propositions et accepte d'être lié par sa proposition au même titre que s'il y apposait sa signature.

---

## TRANSMISSION DE LA PROPOSITION

---

La proposition doit être transmise par l'Espace Approvisionnement et reçue par Hydro-Québec avant 14 h 00 (heure de Montréal) le jour de la remise des propositions. **Toute proposition qui n'est pas transmise par l'Espace Approvisionnement sera rejetée.** L'intégralité de la proposition incluant les réponses aux questionnaires et tous les documents obligatoires doit être reçue à l'heure indiquée précédemment.

Lorsque le fournisseur joint un document à sa proposition, le fournisseur doit s'assurer que **chaque document à joindre n'excède pas 500 Mo.**

En raison de cette capacité de réception limitée, tout document excédant cette limite ne peut être reçu par Hydro-Québec. Il est de la seule responsabilité du soumissionnaire de s'assurer que tout document n'excède pas la capacité mentionnée précédemment. Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité à cet égard.

Le fournisseur doit également s'assurer que le document à joindre ait l'un des formats suivants : PDF/XLS/DOC/JPEG. Aucun autre format n'est accepté. Toutefois, ceux-ci peuvent être compressés (ZIP).



Hydro-Québec n'accepte aucun autre mode de transmission ou document technologique ou lien électronique. Nous vous invitons à communiquer avec le responsable de dossier identifié dans le document d'appel de propositions le plus rapidement possible pour signaler une difficulté liée au format ou à la taille du document à joindre.

---

## TRANSMISSION GARANTIE DE SOUMISSION

---

Si la garantie de soumission est fournie sous forme de **cautionnement** ou de **lettre de crédit** :

- joindre la garantie de soumission directement dans l'Espace approvisionnement à l'endroit prévu.

Si la garantie de soumission est fournie sous forme de **chèque visé ou de chèque officiel ou de traite bancaire**, les soumissionnaires devront :

- joindre une **photo, une copie ou une image du recto du chèque ou de la traite bancaire** dans l'Espace approvisionnement à l'endroit prévu. À défaut de le faire au moment du dépôt de la proposition, ils auront 48 heures pour remédier à la situation. S'ils ne remédient pas à la situation à l'intérieur de ce délai, la proposition sera rejetée ;
- conformément à la pratique habituelle, les soumissionnaires devront nous **faire parvenir l'original du chèque visé ou du chèque officiel ou la traite bancaire à l'adresse prévue à cet effet par messenger ou encore par la poste à l'adresse indiquée ci-bas dans les plus brefs délais.**

Dans l'éventualité où l'original de la garantie ne serait pas reçu à l'ouverture des plis, une relance sera effectuée par courriel vous indiquant le délai ultime pour recevoir l'original de la garantie à Hydro-Québec. Si l'original n'est pas reçu dans le délai imparti ou qu'il n'est pas conforme, la proposition sera rejetée.

**Transmettre l'original de la garantie seulement** sous pli cacheté identifié :

**No Appel au marché - Nom du fournisseur** à l'une des adresses suivantes :

### **Transmise par Postes Canada uniquement**

(service standard, express ou messagerie)

Hydro-Québec  
Bureau des soumissions  
Case postale 1030  
Succursale Desjardins  
Montréal (Québec)  
H5B 1C2

### **Transmise main en main ou par messagerie privée**

(excluant tous les services de Postes Canada)

Hydro-Québec  
Bureau des soumissions  
6ième étage  
855, rue Sainte-Catherine Est  
Montréal (Québec)  
H2L 4P5



---

## SÉANCE D'INFORMATION - FACULTATIVE

---

Une séance **d'information virtuelle facultative** aura lieu le **15 janvier 2024**, de **10h00 à 12h00**. Le lien vers la rencontre sera envoyé par courriel aux fournisseurs qui auront confirmé leur présence.

Les intéressés à soumissionner qui souhaitent participer à cette session d'information doivent **obligatoirement confirmer** leur présence, par courriel au responsable du dossier, **avant 14H00, le 12 janvier 2024**.

**Note : Hydro-Québec n'est aucunement responsable des changements de lieu, date ou heure qui pourraient survenir concernant cette visite, si vous n'avez pas confirmé votre présence dans le délai prescrit.**

---

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

---

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite poser une question ou obtenir un renseignement concernant le présent appel de propositions, il doit transmettre sa demande au représentant d'Hydro-Québec, conformément aux dispositions du présent article ainsi qu'aux dispositions de la clause COMMUNICATIONS PENDANT LA PÉRIODE D'APPEL DE PROPOSITIONS des « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner pour contrat de travaux de plus de 100 000 \$ – Généralités » ou des « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner pour contrat de services spécialisés de plus de 100 000 \$ – Généralités », le cas échéant.

Chaque demande de renseignements doit inclure le nom du soumissionnaire et mentionner la nature de la question, de la demande de renseignements ou toute autre raison de la communication. Afin de faciliter et d'accélérer le processus et le suivi des réponses aux demandes de renseignements, le soumissionnaire qui présente plusieurs demandes de renseignements doit les classer par sujet et les transmettre séparément.

Hydro Québec, peut, à son entière discrétion, répondre à une demande de renseignements d'un soumissionnaire soit au moyen d'un addenda ou soit par une réponse à la question qui est intégrée dans un tableau de questions et réponses. Les questions ainsi que les réponses sont accessibles à tous les soumissionnaires dans un addenda, sans indication de l'identité du soumissionnaire ayant posé la question.

Aucune réponse écrite d'Hydro Québec qui est intégrée au tableau de questions et réponses dans le cadre du processus de demande de renseignements n'aura pour effet de contredire ou de modifier une disposition de la version finale du contrat. Si une réponse donnée semble incohérente ou contradictoire avec une disposition de la version finale du contrat, cette dernière prévaut sur la réponse écrite d'Hydro Québec dans le cadre du processus de demande de renseignements. Toute information visant à contredire ou modifier une disposition liée à l'appel de propositions sera transmise aux soumissionnaires via un addenda.

Si un soumissionnaire ne veut pas qu'une réponse à une demande de renseignements soit partagée avec d'autres, il doit le mentionner clairement dans sa demande de renseignements et indiquer pourquoi elle doit être traitée de façon confidentielle. Si Hydro Québec considère qu'elle devrait répondre à la demande de manière confidentielle, elle est autorisée à le faire. Toutefois, si elle considère, pour une quelconque raison, qu'elle ne devrait pas répondre à la demande de manière confidentielle, notamment en raison du principe d'équité entre les soumissionnaires, elle en informe le soumissionnaire qui a transmis la demande. Si le soumissionnaire accepte que la question et la réponse ne soient pas traitées de manière confidentielle, il en informe Hydro Québec par écrit. Hydro Québec peut alors répondre à la question au moyen d'un addenda ou d'une réponse à une question conformément au présent article. Hydro Québec se réserve néanmoins le droit de répondre à une question initialement désignée comme étant confidentielle par un soumissionnaire,



mais par la suite retirée par ce dernier ou dont le soumissionnaire n'autorise pas la divulgation par Hydro Québec, conformément au présent article si, de l'avis d'Hydro Québec, la question révèle la présence d'une erreur ou d'une incohérence dans le document d'appel de propositions ou la nécessité de modifier celui-ci.

---

## CARACTÈRES DES PRIX POUR CONTRAT À TARIFS HORAIRES

---

### Dispositions générales

Les coûts horaires de la main-d'œuvre pour le personnel assujéti à la *Loi sur les Relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, RLRQ c. R-20* sont ceux prévus dans la convention collective en vigueur à la date de remise des propositions et dans toute autre loi applicable à l'exception du coût de cotisation à la CNESST. Tout changement à cette convention collective ou aux lois applicables (sauf le coût de cotisation à la CNESST), fera l'objet d'un rajustement au contrat, sur demande du fournisseur ou d'Hydro-Québec uniquement lorsque ces changements cumulatifs, depuis l'attribution du contrat ou le dernier rajustement, atteignent un seuil minimal d'un demi-pour cent (0,5 %) des coûts horaires de la main-d'œuvre. Le rajustement au contrat s'appliquera uniquement pour les travaux exécutés après l'atteinte de ce seuil minimal sans effet de rétroactivité sur les coûts depuis le dernier rajustement. La demande devra être produite avant la fermeture du contrat.

Il est à noter qu'aucun rajustement ne sera accordé pour un changement de taux de la CNESST.

### Caractères des coûts de main-d'œuvre, de la majoration et des tarifs de matériel

#### Coûts horaires de main-d'œuvre

Ces coûts horaires comprennent les salaires, les frais accessoires et toutes les charges sur les salaires, prévus par les lois applicables, par une convention collective ou par tout autre contrat de travail à l'exception du coût de cotisation à la CNESST.

#### Majoration

La majoration **comprend** les frais d'administration, le profit, les frais payables à la CNESST et tous les autres coûts, et à moins d'avis contraire stipulé aux Clauses particulières du présent document, la majoration comprend également les frais de déplacement. La majoration **exclut cependant** le coût des primes, le temps de présentation et l'indemnité de présence si applicables. La majoration soumissionnée doit couvrir au minimum le taux de CNESST applicable. Le soumissionnaire doit fournir avec sa proposition la lettre de la CNESST précisant le ou les taux de cotisation personnalisés applicables.

Les primes seront remboursées au fournisseur par Hydro-Québec selon les taux en vigueur dans la convention collective concernée.

Hydro-Québec paiera le temps de préparation au travail et l'indemnité de présence, s'il en est, au coût horaire de main-d'œuvre majoré relatif aux heures normales.

#### Tarifs du matériel

Les tarifs du matériel comprennent tous les coûts à l'exception du coût du conducteur ou de l'opérateur.

### Modalités de paiement

Les quantités indiquées à la formule de soumission sont approximatives et ne servent qu'à comparer les propositions entre elles. Hydro-Québec ne paie que le temps effectivement et directement consacré à des travaux qu'elle commande et accepte, pour la main-d'œuvre et le matériel utilisé au chantier. Le représentant d'Hydro-Québec détermine le nombre et la catégorie des personnes et du matériel à employer pour chaque travail.



---

## PROPOSITION DE VARIANTES

---

Le soumissionnaire doit obligatoirement déposer une proposition de base conforme à toutes les exigences du document d'appel de propositions. Au surplus, le soumissionnaire peut déposer, dans l'enveloppe « Partie commerciale et technique », des propositions de variantes en indiquant le différentiel (écart) que représente la variante par rapport à la proposition de base. Les propositions de variantes peuvent être d'ordre technique ou commercial. Ces variantes seront considérées par Hydro-Québec dans la mesure où elles portent sur des modifications à l'organisation du personnel du soumissionnaire, les modalités de paiement, les méthodes ou matériaux de construction, ou tout autre mode d'exécution qui pourrait être mis en œuvre pour optimiser l'exécution des travaux tout en assurant Hydro-Québec qu'ils seraient réalisés selon les mêmes objectifs spécifiés au présent appel de propositions. S'il présente une ou des variantes, le fournisseur doit s'assurer que la ou les variante(s) proposée(s) soient supérieures à la proposition de base du fournisseur. Les variantes proposées par chaque soumissionnaire sont traitées de façon confidentielle et ne sont pas communiquées aux autres soumissionnaires. Hydro-Québec ne s'engage aucunement à accepter la ou les variante(s) proposée(s) par le soumissionnaire.

Chaque variante proposée constitue un engagement ferme du soumissionnaire et doit montrer la valeur de l'économie qu'elle représente par rapport à la proposition de base, en incluant le coût des incidences et impacts, s'il y a lieu, sur tout autre élément de l'ouvrage. Chaque variante proposée par le fournisseur doit être supérieure à la proposition de base du fournisseur.

---

## PARTICULARITÉS - ATTRIBUTION DE CONTRAT SANS ENGAGEMENT MONÉTAIRE

---

Les contrats attribués à la suite du présent appel de propositions seront émis sans engagement monétaire de la part d'Hydro-Québec. La valeur réelle de chaque contrat attribué à la suite du présent appel de propositions correspondra à la valeur cumulative des commandes émises, incluant tout renouvellement et toute prolongation.

Pour que le soumissionnaire soit éligible à obtenir un contrat dont la valeur réelle excède le seuil monétaire applicable fixé par décret du Gouvernement du Québec, celui-ci doit détenir une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés publics à la date indiquée dans la clause APPLICATION DE LA SECTION III DU CHAPITRE V.1 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (RLRQ, C. C-65.1).

À défaut de détenir une telle autorisation à la date susmentionnée, le soumissionnaire ne pourra se voir attribuer aucun contrat dont la valeur réelle excède le seuil monétaire applicable.

Si le soumissionnaire reçoit une autorisation telle que décrite précédemment en cours de contrat, mais hors des délais susmentionnés, la valeur réelle du contrat visé devra tout de même demeurer en-deçà du seuil monétaire applicable.



---

## PARTICULARITÉS - ATTRIBUTION PARTIELLE (PLUSIEURS OFFRES OU POSTES)

---

La valeur réelle de chaque contrat attribué à la suite du présent appel de propositions correspondra à la valeur cumulative des offres (postes) attribués, incluant tout renouvellement et toute prolongation.

Pour que le soumissionnaire soit éligible à obtenir un contrat dont la valeur réelle excède le seuil monétaire applicable fixé par décret du Gouvernement du Québec, celui-ci doit détenir une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés publics à la date indiquée dans la clause APPLICATION DE LA SECTION III DU CHAPITRE V.1 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS (RLRQ, C. C-65.1).

À défaut de détenir une telle autorisation à la date susmentionnée, le soumissionnaire ne pourra se voir attribuer aucun contrat dont la valeur réelle excède le seuil monétaire applicable.

Si le soumissionnaire reçoit une autorisation telle que décrite précédemment en cours de contrat, mais hors des délais susmentionnés, la valeur réelle du contrat visé devra tout de même demeurer en-deçà du seuil monétaire applicable.

---

## ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE ENVIRONNEMENTALE

---

En plus des assurances exigées aux « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - Généralités », l'attributaire doit aussi souscrire, à ses frais :

### Assurance responsabilité civile environnementale

Une police d'assurance responsabilité civile environnementale couvrant l'attributaire (ou l'attributaire et ses sous-traitants, de même que ceux de rangs subséquents, dans les cas de wrap-up) pour dommages matériels et corporels des suites d'incidents de nature environnementale, **incluant l'assurance contre les risques reliés à des travaux impliquant des produits polluants (ex. désamiantage, phytocide, etc.)**, comportant une limite minimale équivalente à la couverture d'assurance responsabilité civile générale (ou wrap-up le cas échéant) par réclamation ou, le cas échéant, maximale de CINQ MILLIONS (5 000 000 \$) par réclamation lorsque la police d'assurance responsabilité civile générale (ou wrap-up) est supérieure à CINQ MILLIONS (5 000 000 \$).

L'existence et la conformité de cette couverture d'assurance doivent être indiquées à l'attestation d'assurance.

---

## ASSURANCE QUALITÉ

---

À la date d'ouverture des propositions, le soumissionnaire doit obligatoirement détenir un ou des certificat(s) d'enregistrement valide(s) et conforme(s) à la norme internationale **ISO 9001 en vigueur** (système de gestion de la qualité), émis par un registraire dûment accrédité et dont la portée couvre l'ensemble des activités du contrat, ou détenir l'attestation du registraire confirmant l'enregistrement.





---

## SOUS-TRAITANCE

---

La sous-traitance est permise, sans limitation. Hydro-Québec se réserve le droit de refuser un sous-traitant sans justification. La norme ISO 9001 n'est pas requise pour les sous-traitants.

---

## VALEUR DE LA GARANTIE D'EXÉCUTION DE CONTRAT ET DE PAIEMENT \*

---

Nonobstant la valeur de la garantie d'exécution et de paiement de contrat prévue à la clause « Garantie d'exécution de contrat et de paiement » du cahier « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner », la valeur de la garantie d'exécution de contrat et de paiement fournie par l'attributaire doit correspondre à cinq pourcent (5%) de la valeur des services prévus être exécutés la première année, que cette garantie soit fournie sous la forme de cautionnement, traite bancaire, chèque visé, chèque officiel ou lettre de crédit.

Toutefois, et nonobstant ce qui précède, la valeur de toute telle garantie doit être d'au minimum 200 000 \$ et d'au maximum 800 000 \$. Ainsi, lors de l'attribution du contrat, Hydro-Québec précisera le montant de la garantie à fournir à l'attributaire.

---

## ATTRIBUTION DU CONTRAT

---

Pour l'attribution des contrats, Hydro-Québec s'assure de la conformité de la proposition et tient compte de la compétence et de l'expérience du soumissionnaire, de sa capacité démontrée de respecter les exigences du contrat notamment en matière de qualité, de santé-sécurité, de protection de l'environnement et de délais d'exécution de même que de sa capacité de réalisation démontrée tant par lot que de manière globale.

Hydro-Québec se réserve le droit de négocier avec les soumissionnaires les plus susceptibles de satisfaire à ses exigences, dans la mesure où la proposition déposée initialement est conforme aux exigences de l'appel de propositions. Les négociations peuvent porter sur les aspects techniques, économiques, commerciaux ou juridiques, ou sur tout autre aspect jugé nécessaire.

Dans le cadre du présent appel au marché, le soumissionnaire doit déclarer (1) sa **capacité de réalisation maximale par lot** ainsi que (2) sa **capacité de réalisation annuelle maximale (capacité globale)**. Ainsi, Hydro-Québec attribuera les contrats sur la base du scénario global le plus avantageux pour elle, en considération des capacités maximales de réalisation démontrées des soumissionnaires (par lot et globale) de même que de ses propres objectifs de réalisation annuelle de travaux. Les contrats seront attribués sur la base du prix soumis ou du prix négocié, le cas échéant.

Aux fins d'évaluation des propositions et d'attribution des contrats, Hydro-Québec favorisera les propositions des soumissionnaires dont la capacité de réalisation démontrée par lot se rapproche le plus de son besoin pour ce lot. Nonobstant ce qui précède, Hydro-Québec se réserve le droit de favoriser toute proposition lui permettant d'atteindre, pour un lot, un minimum de **85%** de son besoin dans la mesure où celle-ci lui permet de réaliser une économie minimale de **10%** par rapport à une autre proposition qui lui permettrait d'atteindre un plus grand pourcentage de son besoin.



---

## **RAPPORTS D'ÉVALUATION DES QUESTIONNAIRES SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)**

---

Hydro-Québec valorise les bonnes pratiques de ses fournisseurs en termes de santé et sécurité au travail et de développement durable. Ainsi, des questionnaires menant à l'obtention de rapports d'évaluation relatifs aux pratiques des fournisseurs d'Hydro-Québec dans ces domaines ont été développés sur la plate-forme de son partenaire externe Cognibox. Les modalités entourant leur obtention et leur dépôt sont définies à la présente clause alors que leur évaluation est définie aux clauses APPLICATION D'UNE MARGE PRÉFÉRENTIELLE (SST et DD) ou MÉTHODE DE SÉLECTION ou CRITÈRES D'ANALYSE DES PROPOSITIONS des « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner - Particularités », le cas échéant. Pour de plus amples informations, les fournisseurs peuvent se référer à la page Internet suivante : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/criteres-selection-sst-et-dd/>.

### **Définitions**

- Rapport d'évaluation du questionnaire Santé et sécurité au travail (Rapport d'évaluation SST) : document obtenu via la plate-forme du partenaire externe Cognibox qui confirme que le soumissionnaire a répondu au questionnaire SST, fait valider ses documents et obtenu un pointage en lien avec ledit questionnaire.
- Rapport d'évaluation du questionnaire Développement durable (Rapport d'évaluation DD) : document obtenu via la plate-forme du partenaire externe Cognibox qui confirme que le soumissionnaire a répondu au questionnaire DD, fait valider ses documents et obtenu un pointage en lien avec ledit questionnaire.
- Rapports d'évaluation (SST et, ou DD) : le Rapport d'évaluation SST et, ou le Rapport d'évaluation DD.

### **Modalités d'obtention des rapports d'évaluation (SST et DD) auprès du partenaire externe Cognibox**

Pour obtenir son ou ses Rapports d'évaluation (SST et DD), le soumissionnaire doit s'inscrire sur la plate-forme du partenaire externe Cognibox. Le soumissionnaire est seul responsable de prévoir les délais suffisants afin d'obtenir son ou ses Rapports d'évaluation (SST et, ou DD) auprès du partenaire externe Cognibox, en vue du dépôt de sa proposition.

Le soumissionnaire doit obtenir le ou les Rapports d'évaluation (SST et DD) au nom de l'entité légale inscrite dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec et avec laquelle il souhaite déposer une proposition.

Tout rapport soumis pour lequel il y aurait divergence entre l'entité légale du soumissionnaire inscrit dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec et celle indiquée aux Rapports d'évaluation (SST et, ou DD) sera automatiquement rejeté et ne sera pas considéré aux fins d'analyse.

Lorsque le dépôt d'une proposition par une co-entreprise est permis, celle-ci doit s'inscrire en tant que co-entreprise dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec. Si elle est légalement constituée, elle doit obtenir le ou les Rapports d'évaluation (SST et, ou DD) au nom de la co-entreprise conformément aux paragraphes précédents. Par ailleurs, si la co-entreprise n'est pas légalement constituée, chaque entité légale la composant doit obtenir son ou ses Rapports d'évaluation (SST et, ou DD) auprès de Cognibox.

Toute problématique en lien avec le processus d'inscription ou avec l'obtention d'un Rapport d'évaluation



(SST et, ou DD) doit être adressée directement au partenaire externe Cognibox (1 877 746-5653). Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité en lien avec le processus d'inscription ou avec l'obtention des Rapports d'évaluation (SST et, ou DD).

## **Dépôt des Rapports d'évaluation (SST et, ou DD) dans l'Espace approvisionnement**

### **Généralités**

Le soumissionnaire peut déposer avec sa proposition le ou les Rapports d'évaluation (SST et, ou DD), selon les particularités énoncées à la présente clause.

La date et l'heure de délivrance de chacun des Rapports d'évaluation (SST et DD), devant être fournis doivent être antérieures à la date et l'heure limites fixées pour la réception des propositions mais ne doivent pas avoir été émis plus de douze (12) mois avant celles-ci. Tout Rapport d'évaluation (SST et DD) dont la date et l'heure de délivrance sont postérieures à la date et l'heure fixées pour la réception des propositions sera automatiquement rejeté et ne sera pas considéré dans l'évaluation du soumissionnaire.

Tout Rapport d'évaluation (SST et, ou DD) déposé avec une proposition doit contenir la mention « Pointage validé » pour être considéré dans l'évaluation du soumissionnaire. Tout Rapport d'évaluation (SST et DD) dont la note y apparaissant n'aurait pas le statut « validé » sera automatiquement rejeté et ne sera pas considéré dans l'évaluation du soumissionnaire. Lors du dépôt par une co-entreprise non légalement constituée, seul le plus bas pointage validé obtenu d'un des membres sera considéré aux fins d'évaluation. La co-entreprise dont un des membres ne dépose pas de pointage validé obtiendra la note de 0 pour cet aspect de l'évaluation.

Le soumissionnaire, du seul fait de déposer les Rapports d'évaluation (SST et DD), déclare que les réponses et les preuves justificatives fournies sont vraies, exactes et complètes et qu'elles font partie intégrante de sa proposition.

### **Particularité de l'appel au marché**

Dans le cadre de cet appel au marché, le soumissionnaire peut joindre ses Rapports d'évaluation SST et DD avec sa proposition. Ces rapports permettent à Hydro-Québec d'évaluer le niveau de maturité du soumissionnaire en termes de déploiement des meilleures pratiques en santé et sécurité au travail de même qu'en développement durable.

---

## **RAPPORT D'ÉVALUATION DU QUESTIONNAIRE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) - ADMISSIBILITÉ**

---

Hydro-Québec valorise les bonnes pratiques de ses fournisseurs en termes de santé et sécurité au travail. Afin d'évaluer les fournisseurs en ce qui a trait à leurs pratiques SST, Hydro-Québec utilise la plateforme de son partenaire externe Cognibox.

Un questionnaire menant à l'obtention d'un rapport d'évaluation relatif aux pratiques SST des fournisseurs a ainsi été développé sur la plateforme du partenaire externe Cognibox afin qu'Hydro-Québec puisse évaluer leur niveau de maturité en termes de déploiement des meilleures pratiques SST.

Dans le cadre du présent appel au marché, **la détention d'un rapport d'évaluation du questionnaire SST valide est considérée comme une condition d'admissibilité exigée pour la**



**présentation d'une proposition.** De plus, une fois l'admissibilité constatée, le rapport d'évaluation sera évalué, tel que prévu à la clause *Évaluation du Rapport d'évaluation SST*.

Pour de plus amples informations, le fournisseur peut se référer à la page Internet suivante : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/criteres-selection-sst-et-dd/>.

### Définitions

Rapport d'évaluation du questionnaire Santé et sécurité au travail (Rapport d'évaluation SST) : document obtenu via la plate-forme du partenaire externe Cognibox qui confirme que le soumissionnaire a répondu au questionnaire SST, fait valider ses documents et obtenu un pointage en lien avec ledit questionnaire.

### Modalités d'obtention d'un Rapport d'évaluation SST valide

Pour obtenir son Rapport d'évaluation SST, le soumissionnaire doit s'inscrire sur la plate-forme du partenaire externe Cognibox. Le soumissionnaire est seul responsable de prévoir les délais suffisants afin d'obtenir son Rapport d'évaluation SST auprès du partenaire externe Cognibox, en vue du dépôt de sa proposition.

Le soumissionnaire doit obtenir le Rapport d'évaluation SST au nom de l'entité légale inscrite dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec et avec laquelle il souhaite déposer une proposition.

Toute divergence entre l'entité légale du soumissionnaire inscrit dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec et celle indiquée au Rapport d'évaluation SST entraîne automatiquement le rejet du Rapport d'évaluation SST et de la proposition du soumissionnaire.

Lorsque le dépôt d'une proposition par une co-entreprise est permis, celle-ci doit s'inscrire en tant que co-entreprise dans l'Espace approvisionnement d'Hydro-Québec. Si elle est légalement constituée, elle doit obtenir le Rapport d'évaluation SST au nom de la co-entreprise conformément aux paragraphes précédents. Par ailleurs, si la co-entreprise n'est pas légalement constituée, chaque entité légale la composant doit obtenir son Rapport d'évaluation SST auprès de Cognibox. La co-entreprise dont l'un des membres ne dépose pas de Rapport d'évaluation SST verra sa proposition automatiquement rejetée.

La date et l'heure de délivrance du Rapport d'évaluation SST doivent être antérieures à la date et l'heure limites fixées pour la réception des propositions, mais ne doivent pas avoir été émis plus de douze (12) mois avant celles-ci. Tout Rapport d'évaluation SST dont la date et l'heure de délivrance sont postérieures à la date et l'heure fixées pour la réception des propositions sera automatiquement rejeté ; conséquemment, la proposition du soumissionnaire sera également rejetée.

Tout Rapport d'évaluation SST déposé avec une proposition doit contenir la mention « Pointage validé ». Tout Rapport d'évaluation SST dont la note y apparaissant n'aurait pas le statut « validé » sera automatiquement rejeté ; conséquemment, la proposition du soumissionnaire, ou de la co-entreprise, le cas échéant, sera également rejetée.

Toute problématique en lien avec le processus d'inscription ou avec l'obtention d'un Rapport d'évaluation SST doit être adressée directement au partenaire externe Cognibox (1 877 746-5653). Hydro-Québec n'assume aucune responsabilité en lien avec le processus d'inscription ou avec l'obtention du Rapport d'évaluation SST.

### Évaluation du Rapport d'évaluation SST

Une fois l'admissibilité constatée, le Rapport d'évaluation sera évalué conformément à la clause APPLICATION D'UNE MARGE PRÉFÉRENTIELLE (SST et/ou DD) ou MÉTHODE DE SÉLECTION ou CRITÈRES D'ANALYSE DES PROPOSITIONS des « Renseignements et instructions aux intéressés à soumissionner – Particularités ».



Lors du dépôt d'une proposition par une co-entreprise non légalement constituée, seul le pointage validé le plus bas obtenu par l'un des membres à son Rapport d'évaluation sera considéré aux fins d'évaluation.

Le soumissionnaire, du seul fait de déposer son Rapport d'évaluation SST, déclare que les réponses et les preuves justificatives fournies sont vraies, exactes et complètes et qu'elles font partie intégrante de sa proposition.

---

## **APPLICATION D'UNE MARGE PRÉFÉRENTIELLE (SST et DD)**

---

À la seule fin de comparaison des propositions et dans le but de déterminer le plus bas soumissionnaire conforme, Hydro-Québec favorisera les entreprises ayant déployé les meilleures pratiques en SST en diminuant les prix soumis au prorata du pourcentage correspondant au pointage obtenu sur 100 points, pour un *maximum de cinq pour cent (5 %)*, et ce, à la suite du dépôt de son Rapport d'évaluation SST. Hydro-Québec favorisera également les entreprises ayant déployé les meilleures pratiques en développement durable en diminuant les prix soumis au prorata du pourcentage correspondant au pointage obtenu sur 100 points, pour un *maximum de cinq pour cent (5 %)*, et ce, à la suite du dépôt de son Rapport d'évaluation DD.

À titre d'exemple, si le maximum est fixé à 5 % pour chacun des rapports, un soumissionnaire ayant obtenu un pointage validé de quatre-vingts pour cent (80 %) dans son Rapport d'évaluation SST verra son prix diminué, pour fins de comparaison, de quatre pour cent (4 %). La même formule sera appliquée pour le Rapport d'évaluation DD. Le prix soumis sera donc diminué du cumul des deux montants.

Le mécanisme d'ajustement de prix prévu à la présente disposition et ayant pour objet de déterminer l'attributaire du contrat n'affecte en rien les prix soumis pour fins d'attribution.

---

## **DROIT DE VÉRIFICATION DES RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)**

---

Lorsqu'applicable, Hydro-Québec se réserve le droit de vérifier si le fournisseur se conforme aux obligations découlant des réponses et des preuves justificatives fournies aux fins d'obtention de ses Rapports d'évaluation (SST et, ou DD). Une telle vérification peut être réalisée soit par Hydro-Québec ou par une ressource externe, laquelle peut notamment visiter les installations du fournisseur, accéder aux registres tenus par le fournisseur relativement au contrat et demander que lui soit communiquée toute documentation qu'elle juge pertinente.

---

## **MAINTIEN DES CONDITIONS DÉCLARÉES AUX RAPPORTS D'ÉVALUATION - SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL (SST) et DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD)**

---

Lorsqu'applicable, le fournisseur doit, pendant toute la durée du contrat, maintenir son ou ses Rapports d'évaluation (SST et/ou DD) valides, conformément aux conditions de validité énoncées aux documents d'appels de propositions. De plus, il doit maintenir jour tous les documents et/ou certifications ayant mené à la note de son ou ses Rapports d'évaluation (SST et/ou DD).